

La Ferté-Saint-Aubin

Les élus sonnent la révolte chez Roxel

■ Après l'annonce de la restructuration du site fertésien de Roxel, n° 1 européen des moteurs de missiles, et son cortège de licenciements et de délocalisation, les élus locaux sonnent la révolte.

Amertume, révolte, manipulation, l'affaire de la restructuration de Roxel n'en finit pas de faire des vagues. Samedi matin, lors d'une conférence de presse, organisée en urgence, les élus locaux ont décidé de dire « halte » à ce qu'ils appellent « la casse de l'outil industriel français, en particulier celui de l'armement », après l'annonce par l'entreprise d'une vingtaine de licenciements, de la délocalisation de trente-trois postes à Bourges et de la conservation à La Ferté-Saint-Aubin d'une petite structure de trenté et une personnes. En fait, les choses ont commencé à se précipiter à l'été 2009, lorsque le gouvernement, dans le cadre de la loi de programmation militaire 2009-2014, a décidé de privatiser la Société nationale de pyrotechnie et d'explosifs (SNPE), l'autre actionnaire de Roxel avec MBDA.

Manipulation ?

Dès lors, les deux groupes se sont retrouvés dans une logique de concentration, de restructuration, de gain de productivité. Ce qui est logique dans un contexte mondial de concurrence exacerbée. « Ce

que nous regrettons, c'est qu'ils ne se tournent pas vers l'avenir, vers de nouveaux marchés ou de nouveaux secteurs dans le cadre d'une politique de recherches et développement. Depuis septembre, lors de nos différentes rencontres, il n'a jamais été question de délocaliser ou de supprimer des emplois. Le sentiment que nous avons aujourd'hui, c'est d'avoir été victimes d'une manipulation, que l'on nous a baladés sous couvert d'une politique industrielle qui n'était pas complète. Ils nous ont fait avaler l'idée d'une spécialisation des sites qui s'annonce aujourd'hui avec la suppression de plus de 25 % des salariés et nous sommes très amers », précise le maire de La Ferté-Saint-Aubin, Philippe Froment, qui ajoute : « Aujourd'hui, nous sommes prêts à prendre langue avec la direction de l'entreprise pour qu'elle abandonne cette idée de licenciements d'autant que nous avons des propositions à lui faire. »

La région prête à aider

Avant d'expliquer comment la région Centre compte aider l'entreprise et éviter les licenciements, la vice-présidente du conseil régional, Marie-Madeleine Mialot, met le doigt sur ce qu'elle appelle une aberration du système. « Lorsqu'il y a une liquidation d'une entreprise devant un tribunal, on demande des engagements forts à celui qui reprend, notamment sur l'emploi. Là, lorsqu'il y a une logique unique-

ment de l'actionnariat, on ne demande aucun engagement sur l'emploi alors que c'était un actionnariat SNPE, c'est-à-dire une société publique qui passe à une société privée, et ni vu ni connu, je l'embrouille. C'est incroyable que l'on ne dise rien sur l'emploi car ce sont des compétences, un savoir-faire et que l'emploi est un élément fondamental de la reprise. Il faut arrêter avec cette aberration économique où il n'y a plus de véritables patrons industriels. »

Pour finir, elle lance un appel aux dirigeants de Roxel : « La région Centre est prête à soutenir un projet de recherches et de développement à La Ferté s'il n'y a pas de licenciements. » La balle est dans désormais dans le camp de l'entreprise alors qu'au même moment l'intersyndicale s'organise pour s'opposer à ce qu'elle appelle « un démantèlement du site de La Ferté-Saint-Aubin ».

Hamoudi Fellah.

Où l'on reparle d'Aurélius

Dans l'affaire Roxel, et concernant la SNPE, il y aurait une responsabilité directe des pouvoirs publics puisque le groupe Aurélius a repris une partie non négligeable de la SNPE, ce qui impacte aujourd'hui directement Roxel. Aurélius, pour ceux qui ne le connaissent pas encore, c'est un groupe financier allemand qui vient de laisser de très mauvais souve-



SAMEDI MATIN. Licenciements et délocalisation de l'emploi vers le site de Bourges de Roxel font voir rouge aux élus, Fertésiens en tête.

niers à Saran, avec la reprise de Quelle avarit de laisser tomber la société. « Avec Éric Doligé, le président du conseil général, nous avons eu le sentiment d'avoir été floués par Aurélius. Ce groupe n'a rien à voir avec la vente par correspondance, ni avec l'industrie des missiles. Je suis intervenu avec d'autres élus qui n'étaient pas de la même tendance, auprès du conseiller indus-

triel de Nicolas Sarkozy pour dire "faites attention à Aurélius" et qu'il y avait peut-être d'autres solutions », explique le sénateur, Jean-Pierre Sueur. Selon le parlementaire du Loiret, « les licenciés des grands groupes sont totalement dégoûtés par le sort qu'on leur réserve, qu'ils se tournent vers des bars tabac, de la restauration, et c'est autant de compétences qui disparaissent ».